



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 12/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OGD (ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION)

15, rue du Buisson Aux Fraises
ZI de la Bonde - Bâtiment A
91300 Massy

Références : 2026/139 - VAT20260080
Code AIOT : 0010012202

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement OGD (ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION) implanté 512, rue de l'Etang Vignon ZA de l'Etang Vignon - BP 8 37210 Vouvray. L'inspection a été annoncée le 20/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OGD (ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION)
- 512, rue de l'Etang Vignon ZA de l'Etang Vignon -BP 8 37210 Vouvray
- Code AIOT : 0010012202
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le groupe ORTEC est spécialisé dans le secteur du traitement et de la valorisation des déchets et intègre une filière spécialisée dans la gestion et la dépollution des sites et sols : ORTEC GENERALE DE DE POLLUTION (OGD).

La société OGD exploite sous le nom commercial VALORTERRE le traitement des terres polluées pour permettre leur réutilisation sur différents sites de valorisation et/ou d'élimination.

Deux personnes sont employées sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déchets admissibles	AP Complémentaire du 24/04/2023, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
3	Informations préalables	AP Complémentaire du 24/04/2023, article 19	Demande d'action corrective	60 jours
4	Critères chimiques d'acceptation	AP Complémentaire du 24/04/2023, article 21	Demande d'action corrective	60 jours
6	Stockage des terres et matériaux pollués	AP Complémentaire du 24/04/2023, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
8	Registre d'exploitation	AP Complémentaire du 24/04/2023, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité annuelle maximale	AP Complémentaire du 24/04/2023, article 5	Sans objet
5	Certificat d'acceptation préalable	AP Complémentaire du 24/04/2023, article 20	Sans objet
7	Consommation d'eau	AP Complémentaire du 12/06/2019, article 4.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité annuelle maximale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2023, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Quantité admise
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La plate-forme de traitement des terres et matériaux pollués, dénommée biocentre, est une unité de transit, de regroupement, de préparation mécanique et de traitement de terres et matériaux pollués.</p> <p>La capacité annuelle maximale de traitement des déchets du biocentre est de 60 000 t/an de terres et matériaux pollués et de 20 000 t/an de terres et matériaux en transit (terres et matériaux dangereux et non dangereux).</p> <p>Les déchets admis sur le biocentre sont des terres et matériaux pollués, ainsi qu'une partie des produits d'amendements. Les déchets passent soit par l'activité de traitement biologique, soit directement par l'activité de transit.</p> <p>[...]</p> <p>Les terres et matériaux peuvent provenir d'un rayon de 250 km autour du biocentre, ce périmètre couvre les agglomérations d'Orléans, du Mans et de Nantes. Il peut être envisagé en cas de besoin ponctuel et justifié que des déchets proviennent de la région Parisienne.</p> <p>70 % du flux entrant sur le site, aura pour origine le département d'Indre-et-Loire et les départements limitrophes.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'année 2025, la société OGD a indiqué avoir traité 19545 tonnes de terres et matériaux pollués et 13434 tonnes de terres et matériaux en transit (terres et matériaux dangereux et non dangereux).</p> <p>Les terres ont pour origine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le département d'Indre-et-Loire pour 24 % (7810,3 tonnes) ; - Les départements limitrophes pour 53 % (17661,8 tonnes) ; - Les autres départements (Cher, l'Eure et Loir, le Loiret, les Deux-Sèvres, la Mayenne et la Loire-Atlantique) pour 23 % (7512,8 tonnes). <p>Pdc (Point de Contrôle) n°1 : Pas de non-respect constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2023, article 18
Thème(s) : Situation administrative, Quantité admise
Prescription contrôlée :

Les quantités maximales des déchets présents sur le site ne doivent en aucun cas excéder les capacités et quantités ci-dessous :

		Terres et matériaux pollués en traitement biologique	Terres et matériaux pollués en transit	
Capacités annuelles (terres et matériaux dangereux et non dangereux)		60 000 t/an	20 000 t/an	
Capacités instantanées maximales de stockage	Terres et matériaux dangereux et non dangereux	11 000 m ³ ou 18 000 t	1 850 m ³ ou 3 000 t	
Quantité instantanée maximale en biopile et en biotertre		9 150 m ³ soit 15 000 t	/	
Quantité instantanée maximale en attente de traitement		1 850 m ³ ou 3 000 t		

L'exploitant établit et maintient une organisation assurant la traçabilité des déchets, de leur origine jusqu'à leur évacuation finale.

Constats :

L'inspection a demandé à voir les tonnages présents sur le site. Les stocks sont suivis en temps réel par un logiciel d'après les bons de pesées entrants et sortants.

L'inspection a constaté le 10/03/2026 les quantités suivantes sur site :

		Terres et matériaux pollués en traitement biologique présents au 10/03/2026	Terres et matériaux pollués en transit présents au 10/03/2026
Capacités annuelles (terres et matériaux dangereux et non dangereux)		19545 tonnes en 2025	13434 tonnes en 2025
Capacités instantanées maximales de stockage	Terres et matériaux dangereuses et non dangereux	16467 tonnes	1856 tonnes
Quantité instantanée maximale en biopile et en biotertre		8974 tonnes en biotertre et 2360 tonnes en biopiles soit 11334 tonnes	/
Quantité instantanée maximale en attente de traitement		3 091 tonnes	/

D'après l'état des stocks fourni au 10/03/2026, l'inspection constate un dépassement de 91 tonnes sur les terres en réception ou en attente de traitement.

Pdc n° 2 : La société OGD dépasse les quantités de terres en réception ou en attente de traitement de 91 tonnes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Informations préalables

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2023, article 19
Thème(s) : Situation administrative, Information préalable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 8.1.1.3. (Informations préalables) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 20 789 du 12 juin 2019 est remplacé par l'article suivant :</p> <p><u>Article 8.1.1.3. Informations préalables</u></p> <p>Avant d'admettre un lot de terre et matériaux pollués dans son installation, l'exploitant doit obtenir auprès du producteur des déchets une information préalable sur la nature des déchets, en vue de vérifier son admissibilité.</p> <p>Chaque lot de terre et matériaux pollués est identifié par une fiche d'identification du déchet, dûment renseignée par le producteur du déchet. L'examen de la fiche d'identification du déchet permet à l'exploitant de déterminer le mode de prise en charge à appliquer au lot de terres et matériaux pollués et de remettre au producteur un certificat d'acceptation préalable.</p> <p>Les informations à fournir par le producteur sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • provenance et notamment l'identité et adresse exacte du détenteur des déchets, • quantité estimée du lot de terres et matériaux à traiter, • éventuels traitements préalables déjà subis, • caractéristiques physiques des déchets (odeur, consistance, couleur, apparence physique) ; • résultats de l'analyse des déchets sur l'ensemble des paramètres définis à l'article 8.1.1.5. effectué par un laboratoire externe compétent ; • critère de radioactivité (dans le cadre de la démarche de gestion des sites et sols pollués, ce critère doit apparaître sur la FID remise à l'exploitant par le producteur. En cas de suspicion au vu de l'étude historique et documentaire du site ou via le diagnostic, ces terres et matériaux ne seront pas admis sur la plateforme). • code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement, • modalité de la collecte et de la livraison, • au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation. <p>Si après examen des renseignements ci-dessus, l'exploitant les estime insuffisants pour prononcer l'admission, il doit procéder lui-même ou faire procéder par le producteur à toutes les investigations nécessaires, y compris en cas de besoin en faisant analyser lui-même les échantillons qu'il aura réclamés au producteur.</p> <p>L'ensemble des informations préalables doit être consigné dans un document spécifique tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater que chaque lot de terre faisait l'objet d'une fiche d'identification du déchet (FID). L'analyse de la FID de la société AUCHAN CARBURANT datée du 23/12/2025 pour le traitement de 1500 tonnes de terres impactées aux hydrocarbures (CED : 17 05 04) comprend</p>

l'ensemble des informations demandées, à l'exception du critère de radioactivité.

Pdc n° 3 : La société OGD ne fait pas apparaître le critère de radioactivité sur sa FID.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Critères chimiques d'acceptation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2023, article 21

Thème(s) : Situation administrative, Critères chimiques d'acceptation

Prescription contrôlée :

L'article 8.1.1.5. (Critères chimiques d'acceptation) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 20 789 du 12 juin 2019 est remplacé par l'article suivant :

Article 8.1.1.5.Critères chimiques d'acceptation

Pour être admise en traitement dans l'installation, les terres et matériaux pollués doivent respecter les concentrations maximales suivantes (exprimées sur la matière brute) :

	Polluants pouvant être traité dans les installations	Seuils d'acceptation
Valeur limites sur le brut en mg/kg de déchet sec	Hydrocarbures totaux - Indice hydrocarbure (Fraction C ₅ -C ₁₀) - Indice hydrocarbure (Fraction C ₁₀ -C ₄₀)	100 000
	COT	200 000

	COHV *	100 000
	HAP (somme des 16)	5 000
	BTEX (somme) - Benzène - Toluène - Éthylbenzène - Xylène (m, p, o)	100 000
	PCB (somme)	50
	Pesticides organochlorés	20

* uniquement ceux adsorbables sur charbon actif.

** uniquement pour les sédiments de curage de bassin routier (code CED 20 03 06)

Constats :

Constats

L'inspection a constaté que les FID étaient accompagnées soit des rapports d'analyses joints, soit d'échantillons de terres envoyés à l'exploitant pour réaliser ses propres analyses. Au regard des résultats l'exploitant est en mesure de proposer soit un traitement par biopiles, biotertre ou un transit sur une autre installation en capacité de traiter le déchet.

L'inspection a analysé le rapport d'analyse joint à la FID de la société AUCHAN CARBURANT datée du 23/12/2025. L'inspection n'a pas relevé d'anomalie sur les résultats des analyses, à l'exception du paramètre pesticides organochlorés qui n'est pas analysé dans le rapport d'essai transmis n° AFF-2502648 du 07/03/2025.

Pdc n° 4 : La société OGD n'analyse pas le paramètre « Pesticides organochlorés » dans les critères chimiques d'acceptation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en

réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Certificat d'acceptation préalable

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2023, article 20
Thème(s) : Situation administrative, Certificat d'acceptation préalable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 8.1.1.4. (<i>Certificat d'acceptation préalable</i>) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 20 789 du 12 juin 2019 est remplacé par l'article suivant :</p> <p><u>Article 8.1.1.4.Certificat d'acceptation préalable</u></p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les caractéristiques physico-chimiques des terres et matériaux pollués sont conformes aux critères d'acceptation du site définis à l'article 8.1.1.5, avant leur admission dans l'installation.</p> <p>Si les terres et matériaux pollués sont conformes, il notifie par écrit au producteur des déchets son accord pour l'admission en lui délivrant un certificat d'acceptation préalable visé par le chef du centre indiquant notamment le numéro d'identification du déchet.</p> <p>Le certificat d'acceptation préalable a une durée de validité d'un an et doit être conservé au moins deux ans après sa délivrance par l'exploitant. Tous les certificats d'acceptation préalable délivrés sur le site sont consignés dans un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant tient à jour en permanence et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil, le cas échéant, les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a demandé à voir le certificat d'acceptation préalable (CAP) de la société AUCHAN CARBURANT daté du 23/12/2025 de la FID susmentionnée au point n° 3. L'exploitant a transmis à l'inspection le CAP n° B00130 daté du 30/12/2025.</p> <p>L'inspection n'a pas d'observation sur ce dernier.</p> <p>Pdc n° 5 : Pas de non-respect constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage des terres et matériaux pollués

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2023, article 26
Thème(s) : Situation administrative, Conditions de stockage
Prescription contrôlée :

L'article 8.1.2.1. (Voie de circulation et zones de traitement ou de stockage des terres polluées) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 20 789 du 12 juin 2019 est remplacé par l'article suivant :

Article 8.1.2.1. Voie de circulation et zones de traitement ou de stockage des terres et matériaux pollués

L'ensemble des voies de circulation ainsi que les zones traitement et/ou de stockage des terres et matériaux pollués sont étanches et conçues de sorte à canaliser les eaux de ruissellement (caniveau de collecte,...).

Les biopiles et les biotertres sont mis en place exclusivement sur les zones de traitement dédiées et imperméables.

Les stocks de terres et matériaux, les biopiles et les biotertres sont limités à 3 m de hauteur maximum et situé à plus de 5 mètres de la limite de propriété.

Tout dépôt de déchets ou matières combustibles est distant d'au moins 10 mètres de la zone de produit d'amendement.

Constats :

L'inspection a constaté que les voies de circulation étaient propres. La distance des biotertres et biopiles sont à plus de 5 mètres des limites de propriété. Elles sont disposées sur une aire imperméable en bon état apparent avec des regards de collecte des eaux de ruissellement. Cependant, il a été constaté la présence de biotertre à une hauteur évaluée à 4 mètres. L'inspection a rappelé à l'exploitant que la hauteur maximale était de 3 mètres.

Au jour de l'inspection, il n'y avait aucun produit d'amendement sur la plateforme. L'exploitant a indiqué que ceux-ci faisaient l'objet de commande ponctuelle dès que les besoins s'en font sentir. Ainsi aucun stockage de déchets combustibles n'est présent sur la plateforme.

Pdc n° 6 : La société OGD stocke des terres et matériaux pollués sur une hauteur supérieure à 3 m.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/06/2019, article 4.1.1

Thème(s) : Situation administrative, Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des

installations pour limiter les flux d'eau. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Consommation maximale annuelle (m3)
Réseau public	AEPSIAEP de Vouvray et de Vernou-sur-Brenne alimentées par le forage de Miauzay et le puits de Moncontour.	.200 m ³ /an ± 5 % (eaux à usage domestique et sanitaire)

Constats :

La société OGD suit mensuellement le relevé du compteur d'eau sur un tableur. Ainsi il a été constaté une consommation d'eau de 48 m³ pour l'année 2025.

Pdc n° 7 : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2023, article 32

Thème(s) : Situation administrative, Registre d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient pour chaque client et pour chaque déchet autorisé, un dossier où sont archivés :

- le numéro d'identification défini à l'article 8.1.1.4.
- toutes les analyses et contrôles effectués avant la délivrance du certificat d'acceptation préalable,
- le résultat des contrôles visées à l'article 8.1.1.6
- l'étude éventuelle de leur traitement,
- la date de mélange/mise en traitement,
- le ratio terres et matériaux /substrats carbonés,
- le contrôle de suivi de procédé de traitement,
- le plan de localisation sur le centre,
- les observations faites sur les déchets et les incidents ou accidents auxquels ils pourraient avoir donné lieu,
- la date de fin de traitement,
- la date et le lieu d'élimination ou de réutilisation des terres et matériaux dépollués.

Constats :

L'inspection a constaté que la société suivait avec attention l'ensemble des lots présents sur le

site. Pour chaque lot de terres, l'exploitant dispose des informations demandées mis à jour en temps réel. Cependant en analysant le CAP B001073 concernant un lot de terre destiné à être déposé en ISDI en fin de traitement, l'inspection a constaté que ce lot avait été séparé en 2 pour être déposé dans 2 ISDI (GSM MULSANS à Mulsans et GSM GRANULAT à la Celle-st-Avant). L'exploitant n'a pas été en mesure de distinguer les quantités envoyées sur chacune d'entre elle.

Pdc n° 8 : La société OGD ne connaît pas les quantités de terres envoyées en ISDI avec exactitude.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours